

DANLEY, Stephen (2018) *A Neighborhood Politics of Last Resort Post-Katrina New Orleans and the Right to the City*. McGill-Queen's University Press, 200 p. (ISBN 978-0-7735-5488-7)

Julie Gobert

Volume 65, numéro 183, décembre 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1093677ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1093677ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gobert, J. (2020). Compte rendu de [DANLEY, Stephen (2018) *A Neighborhood Politics of Last Resort Post-Katrina New Orleans and the Right to the City*. McGill-Queen's University Press, 200 p. (ISBN 978-0-7735-5488-7)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 65(183), 359–361. <https://doi.org/10.7202/1093677ar>

en transport public et faire partie de publics engagés. Ces sphères sont explorées chacune dans une ville différente et appuyées sur une douzaine de courtes études de cas.

À Melbourne (chapitre III), par exemple, on observe les rencontres accompagnant l'établissement de nouveaux immigrants en banlieue, les évitements entre locataires et propriétaires dans une opération de mixité sociale, l'isolement des étudiants internationaux dans leur immeuble. Notons que ces étudiants se rencontrent dans les espaces de restauration des centres commerciaux et finissent par convaincre la Ville de la nécessité de veiller à l'inclusion d'espaces de rencontre dans leurs immeubles. Dans le chapitre sur Toronto, l'accent est mis sur un segment particulier du marché du travail, celui qui est peu qualifié et réservé aux femmes. L'organisation du travail minimise les occasions de rencontre et les employées sont isolées, comme c'est le cas des caissières dans les épiceries italiennes. Mais parfois, les employées parviennent à se rencontrer au-delà de leurs différences, qu'il s'agisse des Caribéennes qui font le ménage des chambres dans les grands hôtels et se retrouvent dans une chorale grâce aux syndicats, ou d'employées domestiques qui se mobilisent lors de manifestations publiques et surmontent ainsi leur isolement. Le chapitre V nous emmène à Sydney dans les transports en commun, où les manifestations du racisme sont fréquentes. Ici encore, les situations d'inégalité sont combattues, que ce soit en favorisant l'accessibilité des services aux demandeurs d'asile ou en organisant dans les bus des campagnes antiracistes, auxquelles participent même les passagers en lançant des discussions sur leurs cellulaires. Enfin, dans le chapitre VI portant sur l'engagement public, on revient notamment sur un défilé réputé qui a réuni, à Los Angeles, des travailleurs immigrants s'apprêtant à traverser les États en bus, une équipée qui a favorisé les rencontres et renforcé la mobilisation.

Ces cas abordent un large éventail de rencontres, planifiées ou non, individuelles ou collectives, avec ou sans intermédiaires, etc. Atteindre l'égalité est un travail ardu qui mobilise les affects, se construit dans le temps, suppose des infrastructures pour soutenir les pratiques et passe souvent par l'engagement politique. En conclusion, les auteurs énoncent d'ailleurs six principes pour guider les actions en faveur de l'égalité dans les rencontres avec la diversité dans la vie quotidienne. Au total, cet ouvrage fera référence: il est bien structuré, mu par un propos engagé et étayé par un matériel ethnographique fort riche même si inégal. On regrettera parfois l'ancienneté de certaines

études de cas, mettant en scène une vieille immigration ou donnant peu à voir la superdiversité contemporaine. Le choix d'utiliser le concept de multicultures dans le titre est par ailleurs susceptible d'induire une certaine confusion chez les lecteurs à qui l'œuvre de Paul Gilroy (2004) est peu familière. Loin d'une référence à une quelconque politique multiculturaliste, cet ouvrage signale le fait qu'être ensemble entre étrangers peut prendre différentes formes dans le temps et l'espace.

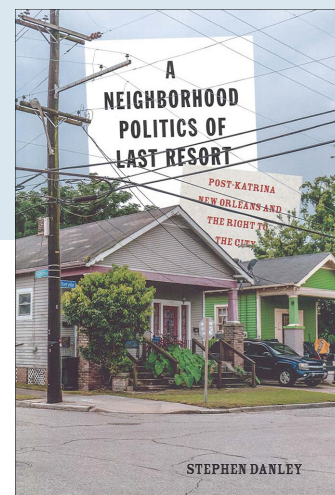
Annick Germain

Centre Urbanisation Culture Société,
Institut national de la recherche scientifique

DANLEY, Stephen (2018) *A Neighborhood Politics of Last Resort Post-Katrina New Orleans and the Right to the City*. McGill-Queen's University Press, 200 p.

(ISBN 978-0-7735-5488-7)

Cet ouvrage met en évidence la façon dont les associations locales, ou associations de voisinage (*neighborhood associations*), participent activement à la gouvernance de La Nouvelle-Orléans, cherchant à faire entendre les voix des personnes qui y résident face aux acteurs institutionnels et privés. Le concept de *community* échappe souvent au lecteur non anglophone. Il véhicule d'ailleurs un certain nombre de peurs plus ou moins réalistes dans la mesure où ces communautés locales regroupent des résidents d'un même lieu, défendant une identité collective, mêlant souvent similarités ethniques et religieuses. En travaillant plus concrètement sur une forme de structuration particulière et d'autonomisation collective (*empowerment*) de ces communautés – les associations locales –, l'auteur montre qu'elles constituent des structures intermédiaires importantes dans la vie de La Nouvelle-Orléans. Il a en effet conduit une riche enquête auprès de très nombreuses associations, couplant méthodes qualitative et quantitative: une enquête par questionnaire, des interviews auprès des dirigeants associatifs, de l'observation participante de réunion et l'étude de documents (comptes rendus de réunion). Aussi présente-



t-il la diversité de ces associations, de leur manière de se saisir de certains objets pour défendre leur communauté. Au gré d'exemples détaillés de grands ou de petits conflits, Stephen Danley donne à voir les pratiques de mobilisation et d'interpellation employées par les associations locales pour contrebalancer le pouvoir des experts, imposer une expertise profane, celle des résidants. Car ces associations sont à la fois l'emblème de la fragmentation des villes et de leur gouvernance, et l'insigne d'une résistance.

Comment faire pour éviter l'application indifférenciée de politiques technocratiques, aveugles aux différences, aux réalités quotidiennes? Comment, après l'ouragan Katrina, résister aux logiques néolibérales d'organisation de la ville qui se traduisent par l'explosion des écoles privées financées par le public (les *charter schools*), la multiplication des cliniques privées, la démolition des logements sociaux, l'exclusion des résidants de la conception des politiques, mais aussi physiquement de certains quartiers?

À La Nouvelle-Orléans, deux dangers guettent les habitants, auxquels chaque association tente de trouver une parade à l'intérieur de son périmètre d'action. D'une part, chacune essaie de se soustraire à la logique néolibérale qui tend à mouler les villes sur un modèle d'organisation très semblable, à limiter les services publics au regard de certains indicateurs de performance menaçant de faire disparaître l'originalité patrimoniale et historique de la ville, mais aussi de diminuer les services utiles à tous (passage d'un traversier, livraison du courrier, etc.). D'autre part, les associations essaient de contrer le mouvement de «Disneyfication». Un certain nombre de villes sont ainsi complètement transformées pour accueillir les touristes, faisant fuir les résidents historiques en raison de la hausse des loyers, du bruit continu (Harvey, 2012).

L'étude détaillée livrée ici décrit les combats que mènent concrètement les associations. Elles se mobilisent avant tout pour préserver leur communauté, leur cadre de vie, lutter contre les dégradations (aspect sécuritaire). Certains auteurs considèrent d'ailleurs qu'elles sont rarement animées par des valeurs progressistes. Toutefois, d'autres préfèrent mettre en avant la prévention (penser des investissements pour occuper les jeunes) et travailler sur l'embellissement de leur quartier. Le travail de terrain constitue une base pour investiguer un certain nombre de notions et de processus à l'œuvre. L'auteur illustre ainsi les paradoxes de ce militantisme. En effet si celui-ci contribue à donner aux citoyens une vraie voix dans de nombreux

débats (sur la mobilité, la reconstruction, le bien-vivre), il est aussi un moyen d'expression d'intérêts locaux (*parochial interests*), parfois individuels, qui ne «font pas ville» et qui peuvent également exacerber certaines logiques urbaines ségrégatives. Cela lui donne la possibilité de discuter de l'ambiguïté du concept de «droit à la ville» qu'Harvey considère comme un terme fourre-tout.

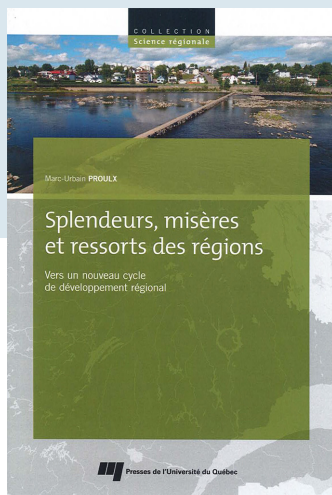
De fait, ce concept peut à la fois justifier une plus grande place des citoyens dans l'application des politiques publiques (plus que dans leur conception), et manifester des formes du syndrome «pas dans ma cour». Celui-ci est à double-tranchant: il peut préserver les communautés locales d'évolutions urbaines défavorables pour les habitants. Mais, parfois, les mobilisations des groupes locaux ne font que renforcer le racisme institutionnel et le localisme ségrégationniste (refus du transport par autobus, par exemple, c'est-à-dire de la désagrégation scolaire par une politique de transport scolaire visant à déssectoriser les enfants). Certaines associations peuvent donc participer au combat pour une justice sociale et spatiale plus forte, donner une voix aux communautés les plus vulnérables, tandis que d'autres peuvent avoir pour priorité de protéger la valeur et le bon état des biens immobiliers au détriment d'un bien plus collectif.

En ce sens, ces organisations illustrent l'avènement d'un nouveau populisme local puisque, par leur objet même, elles privilégient les questions locales, de manière dépolitisée, sans s'inscrire sur un échiquier démarquant la droite de la gauche. Dans le même temps, elles sont soumises aux difficultés inhérentes à toutes les associations. Seules quelques personnes font vivre la structure, se surinvestissent, participent à de multiples réunions dans le but de modifier une décision de la municipalité. Leur pratique démocratique interne peut laisser à désirer. Ces associations de voisinage ne se substituent pas aux gouvernements locaux et à la démocratie représentative. Elles permettent de représenter les habitants dans leur diversité. Aussi, n'est-il pas utile de les formaliser et de les institutionnaliser, car elles ne cherchent pas à gouverner, mais à s'assurer que toutes les populations puissent bénéficier des services et des actions de la municipalité. Au demeurant, face à leur inégale capacité d'action, de lobbying, de construction de solutions de rechange, elles illustrent les limites du localisme, pour lutter concrètement contre certains problèmes plus méso-territoriaux (racisme spatialisé, niveau de services publics urbains, problèmes de sécurité). À ce titre, la manière dont ces associations

investissent la vie publique et urbaine de La Nouvelle-Orléans peut être présentée en regard d'autres travaux sur le gouvernement des villes et la responsabilisation des individus et des collectivités, pour aider à comprendre comment le néolibéralisme imprime fortement sa marque sur les formes urbaines et les processus de fabrication de la ville, même quand les acteurs cherchent à lui résister (Seattle, New York, etc.).

Julie GOBERT

Laboratoire Eau Environnement et Systèmes Urbains,
École des Ponts ParisTech



PROULX, Marc-Urbain (2019)
Splendeurs, misères et ressorts des régions. Vers un nouveau cycle de développement régional. Presses de l'Université du Québec, 272 p.

(ISBN 978-2-7605-5188-6)

Le titre de l'ouvrage ne reflète pas le contenu auquel un lecteur européen pouvait *a priori* s'attendre, c'est-à-dire un propos universel et des analyses de portée plus large sur la gouvernance des régions en général. De façon analogue, le développement régional lui-même n'est pas

strictement défini; il est appréhendé principalement par l'urbanisation, la croissance démographique, l'importance et la variété des activités économiques. Mais, passé ce premier effet de surprise, nous avons découvert dans le livre de Marc-Urbain Proulx un formidable exposé sur la dynamique territoriale régionale et municipale au Québec, un diagnostic exhaustif fondé sur une connaissance historique approfondie, sur de multiples observations empiriques, notamment statistiques, relayées par des schémas et une cartographie riche et pédagogique. On y trouve également un ensemble de propositions pour relancer à bon escient, et dans un esprit d'intérêt collectif, le développement des régions périphériques du Québec sur des bases nouvelles (de transition, d'innovation, de résilience). Nous y avons trouvé une vision aussi précise que globale du développement géoéconomique québécois, avec les principes directeurs de sa prise en main territoriale. Certes, quelques thèmes généraux sont traités, comme

la planification territoriale, le processus territorialisé de l'innovation, les *clusters* et leurs effets de proximité, mais l'ouvrage est consacré en priorité aux régions et municipalités régionales de comté (MRC) du Québec. Le lecteur comprend alors que, même s'il existe des principes et des modèles de développement généralisables, le développement régional est toujours contextualisé.

Une démarche fondée sur des théories, mais également sur une connaissance fine du terrain, des populations et des entreprises

Des idées maîtresses et des axes de réflexion structurent l'ouvrage: la démographie comme principal indicateur de développement, l'idée de freins et de leviers au développement ou encore l'animation, la concertation et le partenariat comme fils directeurs. Chacun des 17 chapitres déploie son lot de données institutionnelles et historiques, de concepts empiriques et théoriques, d'analyses nuancées, de sorte qu'il n'est pas aisé d'en donner un résumé. Nous nous en tiendrons à quelques constats forts, traversés par une question centrale: comment concevoir et organiser le développement territorial, avec quels schémas stratégiques, quels outils, quelles pratiques, quelles institutions, quels degrés de décentralisation et de coordination? Ce sont les régions et les MRC qui seront le fer de lance du redéveloppement. Cependant, plusieurs conceptions de l'appropriation territoriale s'affrontent, en particulier celle du développement communautaire (proche du développement local en Europe) et celle plus strictement économique, entrepreneuriale et industrielle, à dominante urbaine, davantage prisée par les milieux d'affaires.

L'accent est mis sur les nombreux acteurs qui opèrent aux côtés des entreprises. L'auteur s'appuie sur une connaissance patiemment accumulée des lieux, des espaces, des ressources, des organisations et des stratégies. Au Québec, les institutions de médiation en charge du développement territorial ont été, dans un premier temps, centralisées, caractérisées par des relations verticales (Office de planification et de développement du Québec – ODPQ – 1968-1992, ministère des Régions) avant d'être déconcentrées (bureaux multifonctionnels de Services Québec, commissaires industriels, sous-ministres adjoints en région, délégués régionaux) puis décentralisées (gouvernements régionaux). L'auteur évalue les acquis et les limites de chacun de ces dispositifs.

Un ouvrage de ce type est extrêmement précieux, car il rassemble, sur un vaste territoire qui a sa cohérence